

[AUTOMNE 2012 ► N° 43]

panorama

inforegio

► Investir dans les régions

L'utilisation d'instruments
financiers pour favoriser
le soutien de la politique
régionale

► Interview de
Jacques Delors

► Réorientation des fonds
pour surmonter la crise
économique

► Journées portes ouvertes
– Faire la différence

► ÉDITORIAL 3

Commissaire Johannes Hahn

► INTERVIEW 4-7

Jacques Delors – Réflexions sur la politique de cohésion

► DOSSIER SPÉCIAL 8-13

L'UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS POUR SOUTENIR LA POLITIQUE RÉGIONALE

► LA PAROLE EST À VOUS 14-19

Perspectives nationales et régionales sur la politique de cohésion

► PRÉSIDENTE CHYPREOTE DE L'UNION EUROPÉENNE – LES PRIORITÉS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION 20-21

► LA COOPÉRATION TERRITORIALE EUROPÉENNE POUR 2014-2020 22-23

► LES VILLES ET RÉGIONS D'EUROPE FONT LA DIFFÉRENCE 24-25

► LA REPROGRAMMATION DES FINANCEMENTS STRUCTURELS POUR SURMONTER LA CRISE ÉCONOMIQUE 26-27

► STRATÉGIE DE L'UE POUR LA RÉGION DU DANUBE: UN AN DE FONCTIONNEMENT 28-29

► EXEMPLES DE PROJETS 30-33

Exemples de projets en Pologne, République tchèque et Italie, et projet de coopération territoriale européenne du programme «Régions périphériques septentrionales»

► CARTES 34-35

► Taux de chômage, 2011

► Évolution des taux de chômage, 2007-2011

► L'APPROCHE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL POUR UNE MEILLEURE COHÉSION TERRITORIALE 36-37

► LA STYRIE, LAURÉAT REGIOSTARS ECO WORLD POURSUIT SUR SA LANCÉE 38

► REGIOSTARS 2013: ANNONCE DES FINALISTES 39

► AGENDA 40



► 8



► 4



► 14



► 28



► 38

Photos (pages):

Couverture: © Commission européenne

Pages 8, 9, 25, 27, 28, 29, 39: © Commission européenne

Pages 5, 4, 6: © Notre Europe

Page 10: © North-East Finance – KredEx – Duda Breseeg, Neem

Page 12: © Wielkopolskie Centrum Wspierania

Investycji Sp. z o.o. – HOSSA S.A.

Page 15: © Ministère polonais du développement régional

Page 16: © Sky-Watch

Page 17: © Negundo Innovation Center

Page 18: © Gdańsk Science and Technology Park

Page 19: © La Cub – Didier Doustin – Anthony Rojo

Pages 21, 36, 37: © Shutterstock

Page 22: © GRaBS

Page 23: © Haparanda/Tornio

Page 25: © Gouvernement de Catalogne

Page 30: © PGNiG S.A.

Page 31: © Ministère du développement régional, République tchèque

Page 32: © Mitchell O'Gorman

Page 33: © METALPROGETTI spa

Ce magazine est imprimé en français, en anglais et en allemand sur papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 21 langues à l'adresse

http://ec.europa.eu/regional_policy/information/panorama/index_fr.cfm

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la Commission européenne.

► ÉDITORIAL



L'une des façons innovantes d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la politique régionale de l'UE consiste à recourir aux instruments financiers. Ces mécanismes de soutien, qui vont des techniques d'ingénierie financière aux systèmes d'assistance technique, peuvent contribuer à attirer des fonds et à rassembler davantage d'expertise et de savoir-faire.

Développés et perfectionnés pendant la période de programmation 2007-2013 en coopération avec la Banque européenne d'investissement, ces instruments financiers innovants sont aujourd'hui un élément important du prochain cadre financier pluriannuel (2014-2020). Ils visent à stimuler les investissements centrés sur la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020, c'est-à-dire les investissements axés sur la durabilité, les nouvelles technologies, le développement des compétences et l'innovation. Ce sont précisément ces domaines qu'il faut encourager pour créer des emplois et de la croissance.

10^e édition des Journées annuelles portes ouvertes

En octobre, nous célébrerons la 10^e édition de la semaine européenne annuelle des Journées portes ouvertes des régions et des villes. Ce rassemblement d'une semaine est devenu l'événement annuel clé pour les pouvoirs régionaux et locaux. C'est pour eux l'occasion de rencontrer à Bruxelles les décideurs régionaux, nationaux et européens et de présenter les projets et actions menés dans leur région et qui contribuent à la politique de cohésion de l'UE.

Cette année, le thème des Journées portes ouvertes, organisées en coopération avec le Comité des régions, s'intitule «Les villes et régions d'Europe font la différence». L'événement donnera l'occasion de lancer le débat sur l'avenir de l'Europe, sa politique de cohésion et sa gouvernance à plusieurs niveaux.

L'inspiration Delors

Dans ce contexte, nous avons l'honneur de discuter des progrès de la politique de cohésion de l'Europe avec l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors. La politique de cohésion actuelle a été en grande partie inspirée par l'ancien président, qui estimait qu'il fallait agir en faveur d'un développement équilibré des économies régionales européennes. En dépit des impératifs de la crise économique, les arguments en faveur d'une politique régionale fondée sur la solidarité, la cohésion et des investissements intelligents et ciblés restent toujours d'actualité.

Johannes Hahn

Membre de la Commission européenne en charge de la politique régionale

► JACQUES DELORS – RÉFLEXIONS SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION



Dans une interview accordée à *Panorama*, Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne (1985-1995), souligne l'importance toujours aussi cruciale de la politique de cohésion pour le développement futur des régions d'Europe et appelle à une révision radicale du calcul du bien-être économique pour garantir la prise en compte de tous les bénéfices du développement régional.

Crise économique

S'il est, une fois de plus, d'une importance vitale d'améliorer la compétitivité de l'Europe et de créer des emplois, il ne faut pas confondre la politique de cohésion avec la politique de compétitivité, fait remarquer l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors.

«Il est important d'établir une distinction entre la solidarité européenne face à la crise financière et le principe primordial de solidarité de l'Europe. Ce sont deux choses différentes. Lorsqu'un incendie se déclare, nous devons bien sûr appeler les pompiers, mais nous avons aussi besoin des architectes qui travaillent à long terme. En effet, je pense que la politique structurelle ne doit pas être négligée sous prétexte qu'il faut faire face à la crise financière. Elle suit sa propre logique, qui peut être adaptée en fonction de l'évolution de la réalité économique.»

S'adressant à *Panorama* dans son bureau situé dans les locaux du groupe de réflexion ou «think tank» Notre Europe à Paris, M. Delors refuse de considérer la politique régionale de l'UE comme une simple politique de redistribution.

«Pour moi, la politique régionale est avant tout un instrument de développement qui a l'avantage de créer un effet de redistribution.» L'ancien président de la Commission met l'accent sur la nécessité d'adopter une approche ascendante en politique européenne.

«Dans l'Europe d'aujourd'hui, qui compte 27 pays membres, nous ne pouvons pas négliger cette dimension ascendante, qui intègre aussi l'un des principes philosophiques de la construction européenne, la subsidiarité. La divergence entre certaines régions sur le plan du développement économique

« Il est important
d'établir une distinc-
tion entre la solida-
rité européenne face
à la crise financière
et le principe primor-
dial de solidarité
de l'Europe. »

a toujours été une réalité à laquelle nous avons dû faire face et la politique de cohésion a été conçue pour permettre aux régions moins développées de résister à la concurrence tout en contribuant à l'Europe. Toutes les propositions que nous avons formulées respectent mon triptyque de principes fondamentaux: "concurrence, coopération et solidarité". Vous ne pourrez pas réussir la construction de l'Europe si vous éliminez l'un de ces éléments.»

Mesurer le développement économique

«Mais comment mesurer le développement économique?», demande M. Delors. «Par rapport à il y a 10 ans, nous avons observé que nous mettions 45 minutes à nous rendre au travail au lieu de 30. Les retards dus aux encombrements augmentent, tandis que le produit national brut est en hausse car notre consommation d'automobiles et de pétrole augmente. J'en conclus que les habitants ont perdu entre une demi-heure et une heure de temps libre sans pour autant s'enrichir.»

Pour l'ancien économiste, l'un des problèmes clés réside dans la façon de mesurer ces facteurs. «Notre système actuel de mesure utilise le PNB, mais ce critère ne rend pas vraiment compte de la notion de bien-être. Nous avons besoin d'une nouvelle méthode de calcul des performances, surtout dans le contexte régional. Lorsque nous disposerons d'un tel système de mesure des performances, nous réaliserons que les régions renferment de nombreuses nouvelles richesses.»

Notons que M. Delors a déjà écrit un livre à ce sujet en 1971, intitulé «Les indicateurs sociaux», un thème actuellement fortement débattu par les économistes.

«Nous ne pouvons pas mettre en place un nouveau modèle de développement et conserver les méthodes de calcul traditionnelles applicables à une croissance classique. Nous ne pouvons pas évoluer vers un modèle qui tienne compte du temps de loisirs des populations, de la nature et des ressources sans changer nos méthodes de calcul. Il nous faut entièrement réviser nos modes de calcul des performances économiques. Et si nous adoptons une nouvelle méthode de calcul, la politique régionale apparaîtra alors beaucoup plus utile.»

Origines de la politique de cohésion

«Avant mon arrivée à la Commission en 1985, le fonds social, le fonds régional et le fonds agricole existaient déjà», explique M. Delors. Lors des négociations d'adhésion avec l'Espagne et le Portugal, les membres du sud de l'Europe "des 10" ont exprimé leurs inquiétudes quant aux écarts de développement. Pour répondre à ces préoccupations, nous avons proposé le programme intégré méditerranéen (PIM). C'est le premier exemple de coopération régionale coordonnée pour résoudre des problèmes économiques et sociaux de la région méditerranéenne.»

«C'est le succès du PIM qui a amené l'idée d'action coordonnée ou de "synthèse" et j'ai proposé la notion de "cohésion" économique et sociale, qui s'est concrétisée avec la création de la politique de cohésion. Il était évident que le marché unique ne pouvait pas progresser sans une politique de cohésion économique et sociale. Celle-ci est devenue l'un des fondements de l'Acte unique qui, selon moi, a revitalisé l'Europe.» ►►



PROFILE: JACQUES DELORS

Jacques Delors a présidé la Commission européenne de 1985 à 1995. Il est le premier président à avoir exercé trois mandats.

Économiste de formation, il a travaillé pour le Parlement européen de 1979 à 1981, devenant président de son Comité des affaires économiques et monétaires.

Sous la présidence de François Mitterrand, M. Delors a exercé en France la fonction de ministre de l'économie et des finances de 1981 à 1983, puis de ministre de l'économie, des finances et du budget de 1983 à 1984.

Lorsqu'il était à la tête de la Commission, il a préparé le terrain en vue de l'introduction du marché unique européen, qui est entré en vigueur en janvier 1993. Dans le cadre de ce programme, il a promu le développement d'une politique de cohésion pour les régions d'Europe.

En 1996, M. Delors a fondé le think tank Notre Europe basé à Paris et dont il reste l'un des présidents.

En 2010, il a soutenu une nouvelle initiative, le Groupe Spinelli, créé pour ranimer la lutte en faveur d'une fédéralisation de l'Union européenne (UE).



Rapprocher les citoyens

M. Delors pense que la politique de cohésion est une façon de rendre le projet européen plus accessible aux citoyens européens et de remédier au déficit démocratique.

Il évoque les milliers de projets financés au titre de la politique de cohésion qui prouvent aux citoyens de base que l'Europe travaille pour eux.

Partenariat avec les régions

Il reste un ardent défenseur de la protection et de la promotion du droit d'initiative de la Commission et de son rôle de premier plan dans les questions régionales.

«Au départ, ce que je voulais, c'était un partenariat réel entre les régions et la Commission. Il ne s'agissait pas d'une Europe des régions travaillant contre une Europe des États-nations, explique-t-il. Il s'agissait plutôt d'un partenariat entre la Commission et les régions, qui permettrait à la Commission de développer tout un éventail d'outils pour promouvoir le développement régional tout en diffusant les meilleures pratiques.»

« Au départ, ce que je voulais, c'était un partenariat réel entre les régions et la Commission. »

«Malheureusement, ajoute-t-il, ce que nous constatons, c'est une évolution vers une centralisation excessive où les États membres parlent au nom des régions. Ce n'est pas la politique de cohésion que j'avais envisagée. La Commission, avec ses programmes et son expérience sur le terrain, a une idée claire de ce qu'il faudrait faire pour favoriser le développement. La Commission est la seule institution qui pense à l'Europe chaque jour», souligne-t-il.

M. Delors estime que la centralisation observée dans tous les pays est un bond en arrière pour l'Europe des régions. «Ce que nous avons envisagé, c'était un partenariat pour un apprentissage mutuel généralisé», affirme-t-il. »

NOTRE EUROPE – LE PROJET DELORS



Notre Europe est un *think tank* basé à Paris et fondé par Jacques Delors. Ses travaux et recommandations politiques s'inspirent de la pensée de l'homme politique.

Le groupe a récemment publié un rapport sur la future politique de cohésion, intitulé «Le "Pacte de cohésion" à l'épreuve de la crise» par Marjorie Jouen (disponible en français et en anglais).

Le rapport soutient les idées suivantes:

Il faut créer les conditions de la transition vers un «modèle de développement intelligent, vert et inclusif» tel que préconisé dans la stratégie Europe 2020 et profiler la politique de cohésion comme un instrument sur la voie du progrès social et du bien-être, ce qui peut passer par la définition de nouveaux critères d'éligibilité.

Il faut rétablir le lien démocratique entre l'Union et les Européens en leur montrant précisément les réalisations obtenues par les fonds européens et en recourant plus systématiquement au «développement local par les acteurs locaux».

La crédibilité de la future politique de cohésion passe aussi par la simplification des procédures, qui supposerait de garantir à tout prix l'accessibilité des fonds européens aux petits porteurs de projets locaux.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://notre-europe.eu/>
<http://www.notre-europe.eu/en/axes/competition-cooperation-solidarity/works/publication/the-cohesion-pact-weathering-the-crisis/>



Emploi et éducation

M. Delors s'intéresse depuis longtemps à l'éducation. Il est à l'origine de la loi française sur la formation professionnelle continue (FPC) adoptée en 1971, qui oblige les entreprises à mettre de côté une partie de leurs bénéfices pour offrir à leurs employés des possibilités de formation. Il a aussi présidé de 1993 à 1996 une commission de l'UNESCO sur l'éducation pour le vingt et unième siècle, dont le rapport final a été publié sous le titre: «L'éducation: un trésor est caché dedans».

L'une de ses plus grandes réalisations est le lancement du programme de mobilité des étudiants ERASMUS. «Personnellement, je suis très satisfait d'être parvenu à créer le programme ERASMUS. Cela montre une fois de plus qu'il est important d'accorder à la Commission le droit d'initiative. Sans cela, le programme ERASMUS n'aurait jamais pu se concrétiser. Le droit d'initiative de la Commission doit être préservé», insiste-t-il.

«Néanmoins, les gouvernements ne peuvent pas se contenter de parler d'éducation, ils doivent aussi créer des emplois. Nous avons besoin d'une économie capable de créer des emplois et des formations de meilleure qualité. Ces deux éléments sont indissociables. L'idée qu'il suffit d'avoir une bonne formation pour trouver un emploi n'est pas vraie dans la réalité.»

Le chômage des jeunes, un problème oublié

M. Delors pense que les intérêts des jeunes Européens ont été négligés dans les 20 dernières années. «Dans le livre blanc sur la croissance et la compétitivité que j'ai proposé en 1993, j'ai affirmé que nous, la génération adulte, avons tendance à résoudre nos problèmes entre nous sans tenir compte de la jeune génération. En accumulant des dettes, en omettant de résoudre les problèmes de bien-être, en négligeant la faiblesse de notre système éducatif, nous avons imposé à notre jeunesse une charge excessive, une charge inéquitable. Ils en payent aujourd'hui les conséquences.»

Environnement urbain et rural

Sans sous-estimer l'importance économique des PME, M. Delors est prompt à préciser qu'il s'agit seulement d'un facteur économique parmi d'autres. «Ce n'est pas parce que nous nous trouvons à un point donné du cycle économique que nous devons nous focaliser sur un aspect et oublier le reste. Notre politique doit aussi s'intéresser à l'agriculture, à la gestion des ressources naturelles, aux forêts (dont nous ne parlons pas beaucoup), à l'équilibre territorial et à la créativité de l'industrie et des services. Les politiques doivent être conçues pour permettre l'émergence et le succès d'un maximum d'initiatives dans n'importe quel secteur.»

« Nous devons construire une Union européenne de la diversité avec un maximum d'initiatives venant de la base. » »

L'ancien président de la Commission européenne n'hésite pas à souligner que l'Europe est un patrimoine commun et que la politique régionale concerne tout le monde. «De même que la société européenne est un équilibre entre la société et l'individu, c'est aussi un équilibre entre mouvement urbain et vie rurale et nature. C'est notre patrimoine», indique-t-il.

«Il existe un phénomène social important appelé ruralité dont on parle peu, affirme-t-il. Dans certains pays membres, 80 pour cent du paysage est urbain. La ruralité est par conséquent un élément essentiel dont nous devons assurer la protection et permettre le développement. C'est souvent en milieu rural que les inégalités sont les plus prononcées. Ce sont aussi les personnes qui y vivent qui s'avèrent les plus aptes à préserver le patrimoine naturel.»

Un développement ascendant

Si les organismes comme le Comité des régions sont utiles, ce dont nous avons besoin, c'est d'un développement ascendant, explique M. Delors. «À côté du développement macro-économique, les acteurs économiques locaux doivent être capable de se mobiliser. En France, par exemple, je participe à des réunions de discussion sur cette mobilisation locale. Nous avons, par exemple, l'organisation "Sol et Civilisation", fondée par des agriculteurs français pour étudier l'expérience des autres pays européens et diffuser ces connaissances à l'échelon local.»

«Je pense que chaque citoyen doit être capable de contrôler sa destinée dans l'économie sociale, tout en respectant la diversité de l'Europe et son identité. Nous devons construire une Union européenne de la diversité avec un maximum d'initiatives venant de la base.»

76 / Europe : des règles certes, mais surtout une vision
Entretien avec
Jacques Delors

79 / Syrie : la tentation de l'indifférence
Les sociétés humaines face à la souffrance d'autrui

80 / Les conseils avisés de Pierre Mendès France
Relire aujourd'hui ses écrits s'avère particulièrement instructif

EUROPE : DES RÈGLES CERTES, MAIS SURTOUT UNE VISION

Jacques Delors revient sur les mesures prises face à la crise et nous livre sa conception du futur de l'Europe.



Sylvain Lefevre - Reservoir Photo

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne.

Depuis trois ans, l'Europe doit faire face à une triple crise – financière, économique et politique. Comment expliquez-vous les difficultés qu'éprouvent les responsables politiques à accoucher d'une réponse convaincante ?

Le déclenchement de la crise intervient hors d'Europe, avec la crise des *subprime* aux Etats-Unis. Il est vrai que pendant trois ans, les 17 membres de l'Union économique et monétaire (UEM) sont régulièrement intervenus trop tard, et pour faire trop peu. S'il en a été ainsi, c'est parce que, au départ, ils n'étaient plus au clair sur la finalité de la construction européenne : l'esprit européen avait disparu et les égoïsmes nationaux faisaient la loi. J'en déduis donc que l'air du temps n'est pas aussi bon qu'il ne le fut à d'autres périodes de la construction européenne. Et celle-ci risque gros car, à mon avis, une défaite de l'euro amènerait à détricoter le marché intérieur, qui est la pierre d'angle sur laquelle on a construit le processus d'intégration européen.

On a beaucoup ergoté ces dernières semaines à la fois sur les rapports entre la France et l'Allemagne, et sur la place du tandem franco-allemand dans le concert européen. En France, François Hollande a été critiqué par l'opposition pour avoir pris ses distances avec Madame Merkel.

Historiquement, je dirai que le tandem franco-allemand est indispensable à la construction européenne mais pas central. S'il devient central, alors c'est aux dépens de l'esprit communautaire et du vivre ensemble, ce qui implique le respect de chaque pays membre. J'avais œuvré dans ce sens quand j'étais président de la Commission européenne [de 1985 à 1994]. Avec le risque assumé de déplaire de temps en temps aux Français ou aux Allemands. Depuis, de mauvaises habitudes ont été prises sous la forme de propositions « à prendre ou à laisser ». Fort heureusement, les initiatives récentes de l'Italie et de l'Espagne, soutenues par la France, ont rappelé les exigences du travail en commun.

N'y a-t-il pas là un paradoxe caché ? En apparence, l'intergouvernementalisme triomphe, mais lorsqu'on regarde ce qui est décidé, on s'aperçoit en fait que les grands bénéficiaires des mesures qui ont été prises pourraient bien être les institutions supranationales. Le renforcement du contrôle sur les budgets nationaux se traduit par un renforcement des pouvoirs de contrôle de la Commission, et la Banque centrale européenne est sans doute la principale bénéficiaire de l'accord sur une « union bancaire » adoptée au Conseil européen de juin 2012.

Oui, mais cela se traduit par une complexité qui nous éloigne des citoyens et qui handicape le système. Entre le semestre européen, le *six-pack* (*), puis le *two-pack* (*), le pacte budgétaire et, enfin, le pacte dit « de croissance », je me demande qui comprend, voire maîtrise, le système ? Qui peut dire à quel partage ou à quel transfert de souveraineté conduiront les nouveaux dispositifs de contrôle ?

Il y a au moins deux choses derrière cette complexité. D'une part, l'approche pragmatique qui a été suivie : on a essayé de trouver une solution immédiate aux problèmes les plus urgents, sans se poser les

grandes questions auxquelles vous faites allusion, à savoir sur quelle base on veut organiser la coopération. Mais il y a aussi une volonté délibérée de ne pas dire les choses, de maintenir la fiction d'une toute-puissance étatique.

Il y a une sorte de soulagement heureux que le Conseil européen et les responsables politiques aient pris le taureau par les cornes, traitant simultanément du court terme (éteindre le feu) et du moyen terme (reconstruire l'Union). Mais il reste encore à s'entendre sur la mise en œuvre. D'où mes questions : ne convient-il pas de faire de l'UEM une véritable coopération renforcée dans le cadre du traité de Lisbonne ? Ne faut-il pas préciser exactement quels seront les rôles respectifs de la coopération des politiques économiques et du contrôle, autrement dit quelle sera la place de la politique et celle de la règle ? Mais on voit bien que plusieurs gouvernements préfèrent jeter un manteau d'ombre sur cela pour éviter des problèmes internes.

Lorsqu'on parle des politiques économiques, on voit qu'il y a un conflit sourd entre différentes façons de concevoir la politique économique européenne : d'une part, une façon allemande consistant à dire qu'il faut un maximum de règles dans un traité dont le respect devra être assuré par des mécanismes de contrôle stricts ;

de l'autre, une approche qui réclame des moyens supplémentaires pour que l'Union ou la zone euro puissent agir.

C'est bien cela. Pour l'instant, on multiplie les règles, qu'il reste à clarifier et à appliquer. Mais viendra le moment où les règles connaîtront leurs limites et ne pourront pas remplacer une vision claire de ce que l'on veut

« Viendra le moment où les règles connaîtront leurs limites, et ne pourront pas remplacer une vision claire de ce que l'on veut faire ensemble, c'est-à-dire un choix politique »

faire ensemble, c'est-à-dire un choix politique. Il faut se doter de moyens de politique macroéconomique qui permettent d'assurer un *optimum*. Comme on l'a dit, il y a un accord traitant des dettes et des budgets nationaux, avec un tribunal qui sanctionne. Mais, en revanche, on ne sait pas s'il y aura un pilote dans l'avion pour traiter du développement économique de la zone euro, et disons-le tout net, d'une politique économique et sociale de l'UEM. Deux questions sont incontournables : comment applique-t-on la subsidiarité et qui fait quoi ? Comment assure-t-on l'équilibre entre l'indispensable assainissement et la relance, qui est tout aussi nécessaire ? Et pour répondre à ces questions, ne doit-on pas entamer une réflexion politique et institutionnelle ?

Au fond, si je vous entends bien, il y a un contraste entre la réflexion que vous appelez de vos vœux et le travail de la Convention sur l'avenir de l'Europe, voici une dizaine d'années. La Convention s'est lancée dans une réflexion institutionnelle abstraite, mais sans beaucoup s'interroger sur les problèmes concrets, tandis qu'ici ce sont les problèmes de stabilité économique et financière, dont on peut mesurer tous les jours l'importance, qui appellent une clarification institutionnelle.

Il arrive un moment où le pragmatisme et le réalisme étroit se heurtent soit à l'insuffisance des réactions, soit à l'adoption de décisions qui ne sont pas porteuses d'un avenir meilleur.

D'où pourrait venir un peu de lumière ?

Une potentialité réelle, c'est le Parlement européen, et une occasion possible, ce sont les prochaines élections européennes en 2014. La clarification pourrait venir du fait qu'à cette occasion, les partis politiques européens prendraient le dessus sur les partis nationaux. Chaque parti européen se mettrait d'accord sur un projet pour l'Europe de demain. Ce qui amènerait aussi à préciser : qui fait quoi ? *Quid* de la méthode ? *Quid* de la subsidiarité ? Je n'ai jamais été un fédéraliste intégriste : si j'utilise la formule « fédération d'Etats-nations », en dépit de son ambiguïté, c'est parce que je suis soucieux de proposer des éléments d'union dans la diversité. Il ne faut jamais négliger la nation comme facteur de référence et comme élément de motivation dans l'Histoire. Une nouvelle architecture est donc à imaginer et à proposer à la délibération des peuples européens.

Simplifier, c'est bien sûr faire œuvre de salubrité publique mais d'aucuns diraient qu'on risque d'effrayer l'opinion désorientée.

Vous avez cent fois raison : je pourrais justifier l'attitude réservée, ambiguë, de chaque gouvernement en fonction de son pays, de ses traditions, de son histoire, de sa conjoncture politique. L'application du pacte budgétaire mettra vite en lumière les contradictions entre les logiques de contrôle dont nous avons parlé et le politique. C'est le système que les Allemands voudraient, car ce sont eux qui prennent le plus de risque avec les programmes de solidarité et l'union bancaire ; et ils exigent en retour conditionnalité et contrôle. Mais ce n'est pas un argument suffisant pour ne pas répondre à la question : quel type d'Europe voulons-nous pour demain ?



Six-pack : paquet de six lois européennes adoptées fin 2011 qui renforcent la gouvernance économique de l'Union (réforme en profondeur du pacte de stabilité et de croissance, contrôle des déséquilibres macroéconomiques et semestre européen).
Two-pack : paquet de deux lois européennes en cours de finalisation qui renforcent encore la discipline budgétaire et le contrôle des budgets nationaux.



■ ■ ■ Dans la même logique, on doit pouvoir parler aux citoyens non seulement de la nécessaire discipline qu'impose l'Europe, mais aussi des améliorations qu'elle comporte...

Il serait possible, avec beaucoup de pédagogie, de dresser l'inventaire de toutes les conséquences positives de l'aventure européenne pour les citoyens. Il est bien sûr insuffisant de rappeler les fondamentaux de l'Europe : quand on évoque la paix, on agace ; de même quand on rappelle que l'Europe n'a le choix qu'entre la survie et le déclin ; c'est pourtant bien le dilemme vital auquel nous sommes confrontés. Mais tout cela reste quand même un discours défensif. Il faut cesser de se lever le matin en se disant : quels ennuis vont encore tomber sur l'Europe ? Un autre état d'esprit s'impose. Nous devons aller au-delà du discours actuel sur l'Europe inévitable, mais punitive. Positiver par des actions communes tournées vers le dynamisme économique et social, redonner par l'action un espoir aux peuples européens ; un es-

poir fondé sur les vertus de l'agir ensemble, de la coopération.

Ne faudrait-il pas aussi permettre aux citoyens de peser sur les choix qui se font en Europe ? On voit le concert des Etats se déployer au sein du Conseil européen, et c'est certainement une des composantes de l'Europe ; mais ne faut-il pas aller plus loin ?

Il y a tout d'abord un travail vital que chaque pays devrait faire avec son parlement national, à savoir discuter et rendre compte des problèmes européens, écouter ce que disent les élus. La vie citoyenne en Europe commence par des débats démocratiques au plan national. Cela ne suffit pas toujours, mais ce n'est même pas fait. Les graves difficultés actuelles nous commandent d'aller plus loin. Prenez le nouveau traité : le TSCG [traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, également appelé pacte budgétaire européen]. Notre devoir est de l'expliquer, d'en montrer la nécessité, mais aussi les limites. Pour ensuite aborder les choix politiques. Par exemple, je reprends une critique que les gens ne trouvent pas agréable : on a trop vite oublié que la monnaie unique constituait une mutation radicale par rapport au reste de la construction européenne. Après 1997, l'idée que tous les pays pouvaient aspirer à l'UEM, et que c'était même une réussite pour l'Europe, a fait oublier les contraintes d'une monnaie unique et forte. Or, si l'euro protège – il nous protège même de nos bêtises –, il ne dynamise pas. Beaucoup en ont profité pour exa-

gérer. Chaque pays doit de ce point de vue faire son *mea culpa*.

Pour clarifier : vous ne formulerez pas le même jugement sur l'élargissement en général ?

Non. Je considère que la Grande Europe, à condition d'avoir un bon contrat de mariage, ne doit pas s'arrêter à 27. Notre responsabilité géopolitique est engagée pour l'avenir. Mais bien entendu, cette Grande Europe ne pourra pas avoir des ambitions aussi grandes que celles que nous avons caressées dans les années 1950 à 1980 ; d'où la nécessité d'une différenciation pour laisser jouer les facteurs de dynamisme dans des domaines comme Schengen, l'euro et peut-être demain la défense.

Ce qu'il y a de remarquable dans la situation présente, c'est que l'on sent une maturation, notamment des chefs d'Etat et de gouvernement qui acceptent l'idée de plus d'Europe mais qui n'avancent qu'à reculons, en quelque sorte, poussés par les événements, sans accepter vraiment de faire un *aggiornamento* en profondeur.

Hélas, dans l'état actuel des choses, seuls les événements commandent. Je citerai ici la phrase célèbre de Jean Monnet rappelée par ses collaborateurs : « *Vous êtes en plein affolement puisqu'il y a une crise mais de la crise sortira un mieux.* » Ce n'est pas toujours garanti. D'autant que le rôle joué par les institutions communautaires a été volontairement restreint par les gouvernements. Comment réaliser la bonne synthèse entre des nouveaux défis comme la mondialisation et les problèmes environnementaux, mais aussi la montée de l'individualisme ? Nous devons définir un modèle de développement qui tienne compte à la fois des contraintes de la nature et des risques de l'homme, des rôles respectifs de l'Etat, de la concertation sociale et des marchés. Et dessiner au niveau de l'Europe des solutions qui permettent d'avancer vers une forme de régulation mondiale. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR
RENAUD DEHOUSSE**

NOTRE EUROPE

Cet entretien avec Jacques Delors, président de la Commission européenne entre 1985 et 1994, a été réalisé en juillet dernier par Renaud Dehousse, directeur du Centre d'études européennes de Sciences po, pour la revue italienne *Il Mulino*. Nous en reproduisons ici les principaux extraits avec l'aimable autorisation du *think tank* Notre Europe, fondé par Jacques Delors. Le texte intégral peut être consulté sur le site de Notre Europe : www.notre-europe.eu

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, vendredi 12 octobre 2012

JACQUES DELORS SE REJOUIT DU PRIX NOBEL DE LA PAIX ATTRIBUE A L'UNION EUROPEENNE



Ce prix Nobel de la Paix constitue une immense satisfaction pour tous les pères de l'Europe et les millions de militants qui œuvrent pour la compréhension mutuelle entre les peuples et leur association en vue du bien commun.

C'est aussi un message d'encouragement pour nos peuples et nos gouvernements parfois assaillis par le doute et les vents contraires de populismes et des nationalismes étroits.

Il faut y voir aussi un signe pour le monde entier à la recherche difficile de règles communes permettant à la suite de s'épanouir partout en ouvrant les voies d'un développement humain, économique et social accessible à tous. C'est dans ce sens que les règles de vie communes établies par l'Union Européenne peuvent servir de références pour des règles mondiales.

La construction européenne n'a jamais été un long fleuve tranquille. Mais elle a toujours surmonté les crises grâce à de nouvelles avancées vers plus de coopération et de solidarité entre les peuples. Ce Prix Nobel de la Paix nous incite à poursuivre l'œuvre historique avec clairvoyance et courage.

Contact Presse :

Mme Stéphanie Baz,

Responsable Communication et Relations Médias, Conseillère presse de Jacques Delors, Président fondateur
sbaz@notre-europe.eu, 00 33 (1) 44 58 97 84, 00 33 (6) 74 04 35 92

BFM TV



Première intervention : Jacques Delors réagit à l'attribution du Nobel de la paix à l'Union européenne vendredi 12 octobre 2012





AFP

Jacques Delors : Prix Nobel à l'UE: "un message moral et politique"

Jacques Delors, ancien [président](#) de la Commission européenne, a estimé vendredi que la remise du prix Nobel de la paix à l'UE est un "message à la fois moral et politique". Pour Jacques Delors qui s'exprimait sur BFMTV, l'attribution du prix Nobel de la paix à l'UE est un "message à la fois moral et politique". "Moral dans la mesure où on salue des pays qui, renonçant à leur attitude d'hier, ont fait la paix entre eux. Et un message politique à un moment où il y a beaucoup de critiques, beaucoup de statistiques, de pronostics défavorables à l'Europe", a déclaré Jacques Delors soulignant que "tous les chefs de [gouvernement](#) et toutes les populations qui s'intéressent à l'Europe vont prendre cela pour un encouragement".

"C'est une grande émotion pour moi", a-t-il ajouté, "car les trois dernières années ont été extrêmement difficiles. Moi, je ne suis plus aux affaires mais j'avais prévenu que faute d'avancer la coopération entre eux, l'union économique et monétaire ne tiendrait pas (...) Ce prix montre que les valeurs de solidarité, de confiance peuvent amener un monde meilleur!".



SOCIÉTÉ POLITIQUE ÉCONOMIE INTERNATIONAL

Jacques Delors sur RTL : "Cela fait 67 ans que nous vivons en paix"

Créé le 12/10/2012 à 12h28



Jacques Delors. / AFP

C'est inattendu : l'Union européenne a reçu vendredi le prix Nobel de la Paix. En pleine crise de l'Euro, quel est le message des Nobel ? Pour tenter d'apporter une réponse, Jacques Delors était l'invité exceptionnel de RTL Midi. Pour celui qui fut le président de la Commission européenne de 1985 à 1994, "ce prix Nobel est une surprise". Mais il estime que cela "rend hommage à une œuvre de paix qui a été poursuivie en dépit des obstacles". Avant d'ajouter : "Cela fait 67 ans que nous vivons en paix"

ECOUTER Vincnet Parizot et Elisabeth Martichoux | 12/10/2012 - 13h11



Jacques Delors a incarné l'Europe pendant presque dix ans : "C'est la fin des guerres civiles européennes"



France 2 -JOURNAL DE 13H -Vendredi 12 octobre 2012



«C'est une immense satisfaction pour tous, pour tous les pères de l'Europe qui nous ont quitté et aussi pour les millions de militants, qui ont poursuivi ce rêve et qui ont travaillé d'arrache pied.

C'est une satisfaction, elles sont plutôt rares surtout quand on habite en France. »

Jacques Delors

Laurent Marchand

[« Un Nobel pour revenir aux fondamentaux »](#) | [Page d'accueil](#)

12 octobre 2012

Jacques Delors : "c'est un hommage à une œuvre de paix !"



Président de la Commission européenne durant dix ans et grand témoin de la construction de l'UE, Jacques Delors a été lui aussi surpris par [l'attribution du prix Nobel de la Paix 2012 à l'Europe](#). Mais au-delà des aléas de la crise de la zone euro, il veut y voir un hommage à l'action en faveur de la paix de tous les artisans de cette construction...

*Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, en mai 2010.
Photo Daniel Fouray Ouest France.*

► **ECOUTER l'interview de Jacques Delors et sa réaction à l'attribution du Prix Nobel de la Paix à l'Europe :**



"Nous sommes dans une période dangereuse de repli sur soi"



Le texte complet de l'entretien demain samedi 13 octobre dans *Ouest France* et sur www.ouest-france.fr

Jacques Delors : « En Europe, il faut le pompier mais aussi l'architecte »

Le prix Nobel de la paix 2012 a été attribué vendredi à l'Union européenne.



(Nicolas TAVERNIER/REA)

Jacques Delors (ici en novembre 2011) recommande une plus grande autonomie de la zone euro.

Cette récompense, décernée en pleine crise, a suscité des réactions de joie, d'étonnement mais aussi d'incompréhension et d'ironie.

Pour Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, et président d'honneur de Notre Europe – Institut Jacques Delors, cette distinction doit encourager les Européens à s'unir davantage pour peser dans le monde.

La Croix . À qui avez-vous pensé en apprenant l'attribution du Nobel de la paix à l'Union européenne ?

Jacques Delors : J'ai d'abord pensé aux auteurs de l'appel de 1950, à Robert Schuman, à Jean Monnet, à ceux qui y ont répondu, comme Konrad Adenauer. On les oublie trop souvent alors que j'ai toujours considéré que cet appel avait un retentissement extraordinaire. Il se comprend dans la formule de Hannah Arendt : « *le pardon et la promesse* » .

Devant les mémoires terribles de la guerre, la Shoah, devant les ressentiments et volontés de revanche, des hommes proposent le pardon, qui n'est pas l'oubli, et la promesse que nos fils et nos filles pourraient vivre ensemble dans une communauté humaine. Il a fallu à l'époque que chacun prenne sur lui car cet effort ne va pas de soi, comme la tragédie yougoslave nous l'a plus tard rappelé. Cet appel de 1950 est donc un événement autant moral que politique. Je l'ai même qualifié d'événement spirituel.

Ensuite, j'ai pensé à tous les militants qui s'activent pour l'Europe depuis des années, dans les échanges entre villes, entre groupes associatifs, entre étudiants que mon programme Erasmus a beaucoup stimulés. Aujourd'hui, alors que l'Europe est moins populaire, il est bon de rappeler que des hommes et des femmes y ont consacré leur vie militante.

Le comité Nobel motive l'attribution de son prix en référence, notamment, à l'élargissement de l'Union. Est-ce là l'essentiel ?

Le comité norvégien regarde l'Union en ami de l'extérieur, qui voit loin et large. Nous avons eu ce même regard en acceptant l'entrée de l'Espagne et du Portugal, comme une confiance faite à la démocratie qui renaît. De même à la chute du mur de Berlin, alors qu'il y avait beaucoup de questionnements. L'élargissement peut donc être considéré comme un grand projet.

Mais il y a aussi le cœur de la construction européenne, qui est un ensemble de volontés, de règles communes avec, comme juge final, le droit. L'Europe s'est réalisée par la libération de la circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux, que j'ai relancée en 1985 en l'accompagnant de plus de solidarité, par la cohésion économique et sociale et un dialogue social reconnu. L'Europe n'a pas été créée pour appuyer les forces libérales, c'était beaucoup plus équilibré que cela.

Depuis une vingtaine d'années, les autres pays du monde ont été attentifs à l'Union européenne comme une manière de vivre ensemble, comme possibilité de partager une partie de la souveraineté. Ceci a donné naissance au Mercosur en Amérique du Sud ou à une plus étroite liaison entre pays d'Asie et du Pacifique.

Dans cet univers mondialisé, où tout le monde veut avoir sa place au soleil, l'UE représente institutionnellement un attrait. Je pense aussi, en affirmant cela, à la méthode communautaire (C), sans laquelle on ne peut pas avancer. C'est aussi une méthode valable sur le plan mondial. Ce

Avec cet article

Union européenne, les raisons d'un prix Nobel de la Paix

Les réactions après l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne

Les grandes dates de la construction européenne

Imre Kertész : « L'Union européenne doit avoir de l'assurance »

Impulsion. Par Jean-Christophe Ploquin

prix Nobel va renforcer l'intérêt que l'on porte à la façon dont les Européens agissent. Il faut que nous répondions avec courage, lucidité et sens des responsabilités à cet appel.

Comment l'Europe pourrait-elle inspirer le reste du monde alors qu'elle est en crise ?

La crise de l'euro est l'arbre qui cache la forêt de ce qui a été réalisé. Mais il est vrai que si l'économie ne va pas en Europe, c'est le projet lui-même qui est remis en cause. Nous ne sommes plus le continent de référence : il y a la puissance américaine mais aussi d'autres forces extraordinaires, pleines de vitalité, qui se manifestent beaucoup par l'économie.

L'euro doit servir au renforcement d'une Europe qui a le choix entre la survie et le déclin. C'est un saut qualitatif, un geste d'une grande gravité que de choisir une monnaie unique et il fallait envisager toutes les circonstances. J'avais demandé, en 1989, un bon équilibre entre l'indépendance de la Banque centrale européenne, indispensable, des règles pour faire en sorte qu'il n'y ait pas d'inflation, de déficit, et une coopération des politiques économiques, chaînon manquant de cette union économique et monétaire.

Si l'on ne corrige pas cela, on risque de créer un système uniquement de règles, qui apparaîtra aux gens comme punitif. C'est tout le dynamisme et l'idéal de l'Europe qui sombreront. Aujourd'hui, il y a un certain progrès mais entre le pacte de stabilité, le traité budgétaire, le pacte de confiance, etc., c'est trop compliqué et les populismes, de droite et de gauche, s'en emparent.

Les gouvernements ont oublié que l'efficacité et la démocratie demandent de la simplicité. Face à une crise, il faut le pompier mais aussi l'architecte. Le moment est venu. Le projet définitif de l'euro doit être clair et accessible, donner de la confiance et un sentiment de stabilité. La monnaie, c'est trop important pour la laisser uniquement à des règles monétaires et budgétaires. Si elle n'est pas là pour optimiser le développement et faire progresser le niveau de vie, alors à quoi sert-elle ?

Quelle initiative préconisez-vous ?

Je prône depuis longtemps la différenciation. Si certains pays veulent aller plus loin tout en respectant les règles de l'ensemble, il faut le leur permettre. C'est pourquoi, aujourd'hui, je suis pour une plus grande autonomie de la zone euro, ce qu'on appelle une coopération renforcée. Il faut une gouvernance économique et monétaire de caractère fédéral, donner à la zone euro un budget propre et un instrument d'intervention économique pour réguler le développement. Ce nouveau dynamisme de la zone euro redonnerait confiance à l'ensemble, c'est-à-dire à l'Europe des 27.

Pour le reste, il faut faire attention aux aspects électoraux. Si l'on continue à dire « c'est la faute à Bruxelles », on n'avance pas. La pédagogie d'une démocratie, c'est la clarté et la simplicité. Nos chefs de gouvernement, nos élites politiques doivent se demander : est-ce que je considère que m'occuper de l'Europe, c'est la contrainte absolue, ou est-ce que je retrouve un peu d'enthousiasme en voyant l'admiration que nous porte le monde entier, comme ce prix Nobel en témoigne ? On ne soulève pas l'enthousiasme des peuples en évitant une crise, d'où la nécessité vitale d'une vision de l'avenir.

Comment aller plus loin ?

La zone euro doit être exemplaire en matière de croissance, de développement et de justice sociale. Et l'ensemble de l'UE doit trouver des objectifs communs : le service de la paix, l'aide au développement, l'environnement, l'énergie. Avoir un agenda, sans se tracasser de détails, pour trouver des raisons de vivre ensemble et d'exercer notre influence. Je serais malheureux si notre voix ne comptait plus dans le monde, car nos valeurs mais aussi notre niveau de vie seraient en cause. Il y a un lien entre la manière dont vous savez assumer la défense de vos acquis, de vos droits, et la manière dont vous pouvez offrir aux autres des instruments de coopération.

Je suis respectueux des autres civilisations, mais si nous pensons en Europe que dans notre patrimoine il y a des éléments essentiels pour l'existence humaine, une certaine conception de la liberté, d'un État qui ne submerge pas les citoyens, d'un individu qui pense à la collectivité, alors l'Europe a son mot à dire et elle peut non seulement défendre son mode de vie, sa liberté mais, à nouveau, apporter quelque chose au monde.

(1) *Le processus de décision entre les différentes institutions de l'Union*

Recueilli par **SÉBASTIEN MAILLARD** et **JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN**

[Union européenne, les raisons d'un prix Nobel de la Paix](#)

[Les réactions après l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne](#)

[Les grandes dates de la construction européenne](#)

[Imre Kertész : « L'Union européenne doit avoir de l'assurance »](#)

[Impulsion. Par Jean-Christophe Ploquin](#)

Réagissez **0 commentaire**

[S'identifier pour écrire des commentaires.](#)



EUROPE 1



C'est arrivé cette semaine 13/10/2012 - 09:00

C'est arrivé cette semaine – 13/10/12

Un regard sur les grands enjeux de nos sociétés, en décryptant, avec des intellectuels, des artistes, des témoins, les événements qui se sont passés.

Ses invités :

- **Jacques Delors**, ancien président de la Commission européenne
- **Rachida Dati**, ancienne garde des Sceaux
- **Michèle Cotta**, journaliste, auteur du « Rose et le gris »
- **Daniel Baal**, ancien Président de la Fédération de Cyclisme

Sélection des nombreuses reprises des propos de Jacques Delors dans la presse

JACQUES DELORS: LE PRIX NOBEL DE LA PAIX À L'UE SALUE «UNE FORMIDABLE OEUVRE DE PAIX»

Le prix Nobel attribué vendredi à l'Union européenne salue «une formidable oeuvre de paix», a réagi vendredi l'un des pères de la construction européenne, Jacques Delors. Secouée par une grave crise économique et sociale, l'Union européenne a reçu un coup de pouce au moral en se voyant attribuer le Nobel de la paix 2012 pour son rôle dans l'unification du Vieux Continent. Le Français Jacques Delors, qui a présidé la Commission européenne de 1985 à 1994 et est aujourd'hui âgé de 87 ans, a souligné que l'Europe avait traversé bien des crises avant celle qui l'ébranle aujourd'hui.

«Donc ça n'a jamais été facile mais je crois que si on prend de la distance, on s'aperçoit que c'est une formidable oeuvre de paix qui doit être complétée par davantage de coopération entre les Etats membres», a-t-il dit sur BFM-TV. «Je pense que le message est à la fois moral et politique. Il est moral dans la mesure où on salue des pays qui, renonçant à leurs attitudes d'hier, ont fait la paix entre eux et c'est aussi un message politique à un moment où, évidemment, il y a beaucoup de critiques, beaucoup de pronostics défavorables à l'Europe», a-t-il ajouté. «Ce prix montre que les valeurs de solidarité, de confiance réciproque et autres peuvent amener un monde meilleur», a souligné Jacques Delors.

Prix Nobel de la Paix : réactions politiques françaises



Jacques Delors (archives) / Crédits : TF1/LCI

Partager

[Envoyer à un ami](#)

À lire aussi

Tags : [jean-francois copé](#), [pierre moscovici](#), [jacques delors](#), [prix nobel](#)

L'attribution du Prix Nobel de la Paix à l'Europe réjouit à droite comme à gauche. Mais chacun y voit des raisons différentes.

Jacques Delors a estimé que le prix Nobel de la Paix décerné vendredi à l'Union européenne (UE) était un "message à la fois moral et politique" qui va "redonner du courage" aux dirigeants et aux citoyens européens. Ce prix "arrive à un moment où les peuples doutent, une partie des peuples ont pris parti contre l'Europe", a déclaré M. Delors. "Je pense que le prix Nobel doit être un moyen de réflexion pour nos gouvernements et pour tous les citoyens. Il doit redonner du courage et aussi donner une conscience lucide de tout ce qui a été fait".

Jean-Louis Borloo a salué en l'Union européenne, lauréate du prix Nobel de la paix 2012, "une belle aventure politique" et une formidable invention". "C'est beau l'Europe !", s'exclame l'ancien ministre centriste dans un communiqué. "Le reste du monde nous rappelle que l'Europe est une formidable invention, le plus grand projet politique de paix, de liberté et de démocratie. Nous devons être fiers de ce que ce modèle unique au monde a accompli en si peu de temps. Le reste du monde nous dit aussi: +Souvenez-vous d'où vous venez, de ce que vous êtes et où vous voulez aller+", ajoute le député du Nord.

Jean-François Copé a vu dans l'attribution du prix Nobel de la paix à l'UE "un très grand honneur pour tous les Européens", et a rendu un hommage aux artisans français de l'Union, particulièrement à Nicolas Sarkozy. Ce prix, écrit le député-maire de Meaux dans un communiqué, "vient récompenser des décennies de travail en faveur de la paix et des droits de l'Homme sur notre continent et dans le monde. La paix est l'acquis majeur de la construction européenne car, pour la première fois de l'histoire, depuis plus de 50 ans, l'Europe n'a pas connu la guerre".

Le ministre français de l'Economie et des Finances, **Pierre Moscovici**, a salué l'attribution du prix Nobel de la Paix à l'Union européenne (UE) comme "la récompense d'un processus historique unique". "C'est la récompense du processus historique unique qu'est l'UE", a déclaré M. Moscovici à l'AFP depuis Tokyo, où il participe à l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale.

Le secrétaire national du PCF, **Pierre Laurent**, s'est demandé vendredi si l'attribution du prix Nobel de la Paix à l'Union européenne était "de l'humour noir", jugeant que "l'UE n'est pas une force de paix internationale" et a été "actrice de conflits internationaux majeurs". "Est-ce de l'humour noir? L'UE n'est pas une force de paix internationale, elle a même été, avec ses pays membres et l'OTAN, actrice des conflits internationaux majeurs de la période", écrit-il dans un communiqué. Et de demander aussi: "Qu'a-t-elle fait pour aider Chypre, face à l'occupation illégale du nord de l'île par la Turquie? Frontex et les murs de l'Europe forteresse respecteraient les droits de l'Homme?"

ACTUALITÉ

Politique

RSS

AFP - Publié le 12/10/2012 à 13:13

Prix Nobel à l'UE: "un message moral et politique" selon Jacques Delors



Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, a estimé vendredi que la remise du prix Nobel de la paix à l'UE est un "message à la fois moral et politique".

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, a estimé vendredi que la remise du prix Nobel de la paix à l'UE est un "message à la fois moral et politique".

Pour Jacques Delors qui s'exprimait sur BFMTV, l'attribution du prix Nobel de la paix à l'UE est un "message à la fois moral et politique". "Moral dans la mesure où on salue des pays qui, renonçant à leur attitude d'hier, ont fait la paix entre eux. Et un message politique à un moment où il y a beaucoup de critiques, beaucoup de statistiques, de pronostics défavorables à l'Europe", a déclaré Jacques Delors soulignant que "tous les chefs de gouvernement et toutes les populations qui s'intéressent à l'Europe vont prendre cela pour un encouragement".

"C'est une grande émotion pour moi", a-t-il ajouté, "car les trois dernières années ont été extrêmement difficiles. Moi, je ne suis plus aux affaires mais j'avais prévenu que faute d'avancer la coopération entre eux, l'union économique et monétaire ne tiendrait pas (...). Ce prix montre que les valeurs de solidarité, de confiance peuvent amener un monde meilleur!".

POLITIQUE

RSS Politique

Borloo ne veut pas de débat sur le droit de vote des étrangers

Mitterrand : Sarkozy "a perdu une manche, il gagnera la suivante"

Blanchiment : l'UMP parisienne met en cause "la permissivité" de la gauche, EELV réplique

UMP : Jean-François Copé relativise l'importance des ralliements à François Fillon

[Tous les articles - Politique](#)

Nobel de la Paix à l'Union européenne : les réactions

12/10 | 13:41 | mis à jour à 15:17 | [5 commentaires](#)

Responsables politiques de toute l'Europe et artisans de la construction européenne ont réagi à l'attribution du Nobel de la Paix à l'Union Européenne.



Les principaux dirigeants européens ont réagi avec « émotion » vendredi à l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne, se disant « honorés » et pour certains surpris, et rappelant que l'UE a réussi à « surmonter la guerre et les divisions ». Les présidents du Conseil de l'Union européenne, **Herman Van Rompuy**, et de la Commission européenne, **José Manuel Barroso**, [ont salué ensemble l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne](#).

Pour l'un des pères de la construction européenne, **Jacques Delors**, ce prix Nobel salue « une formidable oeuvre de paix ». L'ancien président de la Commission européenne a estimé qu'il allait « redonner du courage » aux dirigeants et aux citoyens européens, et « donner une conscience lucide » de ce qui a été accompli. « C'est une immense satisfaction pour tous ceux qui, depuis plus de 80 ans, rêvent d'une Europe unie », a-t-il ajouté, réservant « une pensée particulière aux pères de l'Europe qui nous ont quittés mais aussi aux millions de militants qui se sont battus pour la paix et la compréhension mutuelle ». « Je pense que ce prix Nobel, c'est aussi une responsabilité de plus pour la conscience de tous ceux qui dirigent l'Europe pour qu'ils dépassent leurs réactions d'immédiat, qu'ils dépassent même un peu leurs intérêts particuliers pour voir l'intérêt général de l'Europe ». Quand à savoir qui serait le mieux à même d'aller recevoir le prix, M. Delors n'a pas souhaité citer de noms: « Je pense qu'il y a quelques chefs de gouvernement qui ont beaucoup fait pour l'Europe et qui sont encore vivants. Ils pourraient aller le chercher pour montrer que c'est un oeuvre de longue haleine ».

Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la Convention européenne, estime quant à lui « juste que l'effort extraordinaire accompli par les Européens et leurs dirigeants pour établir une paix définitive sur leur continent, historiquement ravagé par les guerres, soit reconnu et honoré ».

L'ancien chancelier **Helmut Kohl**, artisan de la création de l'euro estime qu'il s'agit d'un « encouragement (...) à continuer sur la voie de l'Europe unie ». « Le prix Nobel de la Paix 2012 pour l'Union européenne est avant tout une consécration du projet européen pour la paix », a estimé le chancelier de la Réunification allemande. « C'est aussi un encouragement pour nous tous à continuer sur la voie de l'Europe unie, à rester attaché à une coopération toujours plus étroite sur notre continent ainsi qu'à continuer la construction de l'Europe en dépit des difficultés et problèmes encore à surmonter », a estimé M. Kohl.

Pour Gerhard Schröder, ancien chancelier d'Allemagne, « c'est une décision importante et juste de la part du comité du prix Nobel et un grand signe d'encouragement pour les peuples d'Europe. Cela intervient au bon moment pour un plus grand rapprochement au sein de l'Europe et cela renforce ceux qui militent pour une plus grande intégration au sein de l'Union européenne ». « C'est un rejet clair du nationalisme et de la simple poursuite de l'intérêt national. »

Le Premier ministre belge **Elio Di Rupo**, dont le pays est l'un des six fondateurs de l'UE et dont la capitale accueille la plupart des institutions européennes, a fait part de sa « fierté ». M. Di Rupo voit dans l'attribution du prix à l'UE un encouragement pour rapprocher l'Europe de ses citoyens en cette période de crise.

La chancelière allemande **Angela Merkel** a souligné que l'euro incarnait l'idée de l'Europe en tant que « communauté de paix » tout en qualifiant de « décision formidable » l'attribution du prix Nobel à l'Union européenne.

Le **ministère britannique des Affaires étrangères** a réagi par un bref communiqué, soulignant que l'UE devait « préserver et renforcer ses acquis dans l'avenir ». « Ce prix reconnaît le rôle historique de l'UE dans la promotion de la paix et de la réconciliation en Europe, notamment à travers son élargissement à l'Europe centrale et orientale. L'UE doit toujours s'efforcer de préserver et de renforcer ses acquis dans l'avenir », indique le Foreign Office.

Le secrétaire général de l'Otan, **Anders Fogh Rasmussen**, a offert ses « plus sincères félicitations à l'Union européenne » dans un communiqué. « L'UE a joué un rôle majeur pour cicatriser les blessures de l'Histoire et promouvoir la paix, la réconciliation et la coopération dans toute l'Europe », a-t-il ajouté. « Depuis le début, l'Otan et l'UE ont partagé des valeurs

communes (...) L'UE est un partenaire essentiel et unique pour l'Otan. J'espère renforcer encore notre partenariat stratégique, comme nos deux organisations l'ont prévu, afin de promouvoir la paix, la stabilité et la sécurité ».

Les réactions politiques en France

L'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne est un « immense honneur » qui confère à l'Europe une responsabilité encore plus grande afin de poursuivre son unification, a déclaré **François Hollande**. « A travers cette distinction, chaque Européen peut éprouver une fierté, celle d'être membre d'une union qui a été capable de faire la paix entre des peuples qui s'étaient longtemps affrontés et de construire une communauté fondée sur des valeurs de démocratie, de liberté et de solidarité », peut-on lire dans un communiqué de l'Elysée. « Mais ce prix Nobel confère à l'Europe une responsabilité encore plus grande, celle de la préservation de son unité, de la capacité à promouvoir la croissance et l'emploi, et de la solidarité dont elle doit faire preuve à l'égard de ses membres ».

Pour le Premier ministre, **Jean-Marc Ayrault**, « cette distinction vient couronner cinq décennies consacrées à la promotion inlassable des valeurs communes qui font la force de l'Union européenne et de ses Etats membres : respect des droits de l'Homme et de la dignité humaine, liberté, égalité, démocratie et solidarité. Il s'agit d'un immense honneur pour tous ceux qui ont contribué à ce projet inédit, pour tous les citoyens européens et pour tous les Français. » « En bâtissant sur cet acquis, notre responsabilité est aujourd'hui de faire en sorte que l'Union européenne continue à répondre aux aspirations de nos citoyens à une Europe toujours plus unie, prospère et solidaire. Tel est l'engagement du gouvernement français. »

Le ministre français de l'Economie et des Finances, **Pierre Moscovici**, a salué quant à lui l'attribution du prix Nobel de la Paix à l'Union européenne (UE) comme « la récompense d'un processus historique unique ». « L'UE est l'ensemble régional le plus intégré du monde et c'est aussi celui où ont eu lieu les conflits les plus sanglants. Les deux guerres mondiales ont été en réalité des guerres européennes même si elles ont aussi enflammé la planète ».

L'ex-Premier ministre **François Fillon**, s'est réjoui de l'attribution de ce prix, y voyant « un bel espoir pour les Européens eux-mêmes ». Selon M. Fillon, « cette distinction nous oblige à accentuer nos efforts afin de maintenir l'idéal européen démocratique, pacifié, protecteur des droits de l'homme et de prospérité partagée. La seule façon de préserver l'édifice européen face aux crises qui secouent le monde et notre continent réside dans notre capacité à s'unir et à rassembler nos forces afin d'avancer vers une Europe politique plus que jamais nécessaire ».

Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, a vu dans l'attribution du prix Nobel de la paix à l'UE « un très grand honneur pour tous les Européens », et a rendu un hommage aux artisans français de l'Union, particulièrement à Nicolas Sarkozy. Ce prix, écrit le député-maire de Meaux dans un communiqué, « vient récompenser des décennies de travail en faveur de la paix et des droits de l'Homme sur notre continent et dans le monde. La paix est l'acquis majeur de la construction européenne car, pour la première fois de l'histoire, depuis plus de 50 ans, l'Europe n'a pas connu la guerre ».

Martine Aubry, maire de Lille et ancienne première secrétaire du PS, voit dans l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne « un encouragement à reprendre la marche de la construction européenne », « vers une Europe plus politique, plus sociale, plus démocratique mais aussi vers une Europe qui défend ses valeurs au-delà de ses frontières, une Europe qui joue un rôle majeur pour la réduction des inégalités et la paix dans le monde »

François Bayrou, président du MoDem, a salué le Prix Nobel de la paix accordé à l'Union européenne, dans laquelle il voit « l'entreprise historique la plus pacifique de tous les temps ». « Car l'UE -et c'est sans précédent -n'a développé aucune volonté de domination sur aucun autre peuple ou région », a-t-il insisté. « Son seul but est de défendre la liberté de ceux qui la forment et leurs valeurs ».

Jean-Louis Borloo, président de l'Union des démocrates et indépendants, a salué en l'Union européenne « une belle aventure politique » et une « formidable invention ». « C'est beau l'Europe ! », s'exclame l'ancien ministre centriste dans un communiqué.

SOURCE AFP, REUTERS

L'Union européenne prix Nobel de la paix: ce que veut dire ce choix

Publié le 12/10/2012 | 13:16 , mis à jour le 12/10/2012 | 15:42



Un drapeau européen déployé au siège de l'Union européenne, à Bruxelles (Belgique), en 2006. (GERARD CERLES / AFP)

EUROPE – Alors qu'elle traverse une crise de confiance des plus sérieuses, l'Europe vient de recevoir une distinction inattendue, vendredi 12 octobre, avec le [prix Nobel de la paix](#) qui lui a été décerné à Oslo (Norvège). Quel est le sens de cette récompense, cinquante-cinq ans après le Traité de Rome qui a posé les bases de l'Union européenne ?

La raison officielle : paix, démocratie et droits de l'homme

C'est la raison officielle pour laquelle le comité Nobel a décerné son prix à l'UE. *"L'Union et ses héritiers ont, pendant six décennies, contribué à promouvoir la paix et la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe", écrit le comité. "Pendant soixante-dix ans, l'Allemagne et la France se sont livrées trois guerres. Aujourd'hui, une guerre entre l'Allemagne et la France est inimaginable. Cela montre comment, en établissant une confiance réciproque, des ennemis historiques peuvent devenir des partenaires"*, poursuit le texte.

Dans cet esprit, le comité Nobel souligne que les adhésions, dans les années 1980, de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, ont été conditionnées par une évolution démocratique dans ces pays. Et que, depuis la chute du mur de Berlin, la division Est-Ouest a trouvé son épilogue, la démocratie a été renforcée, et les conflits ethniques réglés. La Turquie est *"un bon exemple"* de cette influence positive, confirme Katinka Barysch, chercheuse au Centre for European Reform, à Londres, qui souligne: *"Le pays a été transformé : il a aboli la peine de mort et a fait de grandes réformes, en particulier quand il a été stimulé pour ouvrir les négociations"* en vue d'une adhésion en 2004. Même si, *"nuance-t-elle, ces dernières années toutefois, les négociations sont au point mort et le pays recule"*.

"Ce prix montre que les valeurs de solidarité, de confiance réciproque et autres peuvent amener un monde meilleur", a réagi l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors. *"Il est juste que l'effort extraordinaire accompli par les Européens et leurs dirigeants pour établir une paix définitive sur leur continent, historiquement ravagé par les guerres, soit reconnu et honoré"*, a pour sa part déclaré l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing.

"C'est un prix non seulement pour le projet et les institutions représentant un intérêt commun, mais aussi pour les 500 millions de citoyens qui vivent dans notre Union", se sont félicités Herman Van Rompuy, président du Conseil de l'Union européenne et José Manuel Barroso, président de la Commission européenne dans un communiqué commun.

La raison officieuse : un encouragement pour sortir de la crise

"L'UE connaît actuellement de graves difficultés économiques et des troubles sociaux considérables", a reconnu le président du comité, Thorbjørn Jagland. Même si le jury du Nobel ne l'évoque pas ainsi, ce prix sonne comme un encouragement pour l'Europe à surmonter les crises, économique et institutionnelle, qui la minent.

Le paradoxe d'avoir attribué un prix Nobel à une institution en crise n'a pas manqué d'être relevé par les eurosceptiques. L'eurodéputé britannique Nigel Farage estime par exemple que *"l'UE a créé de la pauvreté et du chômage pour des millions de gens"*, tandis que Marine Le Pen la considère comme *"le premier facteur de désunion et de montée des tensions entre les nations européennes"*.

Face aux risques d'éclatement, ce prix incitera-t-il les dirigeants européens à envisager un saut fédéraliste ? Pour Maurice Faure, dernier signataire français vivant du traité de Rome en 1957 – il était alors secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères – l'Union européenne doit faire *"un pas vers la fédération, indispensable à la survie de la construction européenne"*.

François Hollande souligne quant à lui que ce Nobel confère à l'Europe *"une responsabilité encore plus grande, celle de la préservation de son unité, de la capacité à promouvoir la croissance et l'emploi, et de la solidarité dont elle doit faire preuve à l'égard de ses membres"*.

Une raison sous-jacente : pour une Europe qui pèse dans le monde

Et si ce prix était un message adressé à l'UE pour qu'elle trouve les moyens de peser davantage dans les affaires du monde ? Le comité Nobel n'évoque pas cet aspect parmi les raisons qui l'ont poussé à cette décision. Mais elle ressurgit dans les multiples réactions que cette annonce a suscitées.

Certes, l'UE fait déjà beaucoup pour promouvoir la paix et le développement. Au niveau mondial, les 27 restent, de loin, malgré des budgets en baisse, les premiers contributeurs dans l'aide au développement, avec 53 milliards d'euros en 2011. L'UE cherche à promouvoir la bonne gouvernance, mais aussi la santé et l'éducation en particulier dans les pays les moins stables comme l'Afghanistan, le Soudan ou la République démocratique du Congo. Les Européens mènent également des missions de *"prévention des conflits"*, en déployant des militaires et des civils dans la Corne de l'Afrique ou au Sahel.

Toutefois, louée pour avoir scellé la réconciliation franco-allemande, l'Europe est souvent critiquée pour son faible rôle politique international et son incapacité à avoir une parole qui porte à propos des conflits actuels.

La création, fin 2009, d'un poste de président du Conseil de l'Union européenne (occupé par le Belge Hermann Von Rompuy) et celle d'un Haut Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (actuellement la Britannique Catherine Ashton) n'ont pas permis de rendre l'Europe audible sur la scène internationale.

"L'Union européenne, quand elle affiche un visage des bons jours, est un élément de réflexion pour l'ensemble du monde, veut toutefois croire Jacques Delors. La façon dont les pays européens travaillent entre eux est un exemple que beaucoup essaient de suivre, en particulier les pays d'Asie et d'Amérique du Sud."

Pour l'eurodéputé écologiste Daniel Cohn-Bendit, l'obtention de ce prix serait par exemple *"l'occasion de demander pour l'UE un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU"*.

Mais l'Europe a encore du mal à parler d'une même voix. Démonstration en a encore été faite ce vendredi. Le président du Parlement européen, Martin Schulz, s'est, le premier, fendu d'une réaction, suivi de près par José Manuel Barroso puis par Hermann Von Rompuy.



[Herman Van Rompuy](#)
[@euHvR](#)

2012 [#Nobel](#) Peace Prize award is a tremendous honour for [#EU](#). Strongest possible recognition of deep political motives behind our Union.

[12 Oct 12](#)

Il a fallu attendre midi (heure de Paris) pour que ces deux derniers publient [un communiqué commun](#). Quelques minutes plus tard, Catherine Ashton publiait sa propre réaction. Désormais, une question existentielle agite les dirigeants européens : qui ira recevoir le prix, le 10 décembre à Oslo ?

FTVi